

Quelle réforme ?

La voilà donc cette réforme du dernier quart de siècle, le voilà le grand dessein éducatif du régime pour conduire les jeunes aux années 2 000. Soyons honnêtes, nous avons été trop de fois échaudés pour nous attendre à des merveilles. Pourtant à entendre et à lire les commentateurs depuis quelques semaines nous avons dressé l'oreille devant certaines affirmations : deux ans pour apprendre à lire, plus de redoublements, un tronc commun au premier cycle, un bac à options. Nous ne pouvions réagir à la légère sur de telles propositions. Il fallait y regarder de près, que nous apportait cette réforme ?

Innover ou entériner ?

On peut se tresser facilement une couronne de réformateur en institutionnalisant des situations de fait, c'est ce qui s'est fait récemment à plusieurs reprises. Promouvoir le changement dans un domaine où tout est à faire, demande un autre courage. Or le projet Haby n'innove que pour entériner des situations, sur aucun point elle n'apporte une solution sérieuse.

L'école élémentaire en six ans

La majorité des enfants accomplissaient leur cursus scolaire primaire en six ou sept ans au lieu des cinq prévus. Le projet institutionnalise le retard. Désormais ce seront les autres qui auront de l'avance. Aucune politique du soutien pédagogique ou du rattrapage n'est définie, aucune solution à la situation actuelle n'est proposée, on se contente de constater l'inégalité des progressions. Or il ne suffit pas de supprimer les redoublements, il faut faire en sorte que chaque enfant puisse tirer profit de sa présence dans la classe. Car nous avons tous connu ces élèves montés de section à l'ancienneté, ces habitués des queues de classes, abandonnés quand ils n'étaient pas malmenés. Comment espère-t-on leur donner leur chance sans un changement profond des habitudes pédagogiques, sans l'abandon du mythe du niveau homogène, sans des effectifs réduits permettant un réel travail individualisé au rythme de chaque enfant ?

Deux années de C.P.

Devant le constat de faillite de l'apprentissage accéléré de la lecture (que la France est le seul pays à pratiquer), il fallait rechercher des solutions pédagogiques globales : désenclaver le cours préparatoire, refuser de le spécialiser dans l'apprentissage de la lecture, instituer le C.E.1 comme classe de renforcement de la lecture (entre autres apprentissages). Tous nos camarades qui gardent leurs élèves deux ans peuvent témoigner de l'efficacité d'une acquisition sans forçage, si les effectifs sont limités. Au lieu de cela le projet organise un C.P. à la carte en deux ans totalement polarisé sur le seul apprentissage de la lecture. Nos camarades des maternelles devaient déjà faire face à certaines exigences prématurées de parents obnubilés par un compte à rebours indexé sur l'entrée aux grandes écoles (d'où un bac à 17 ans et l'entrée en 6e à 10 ans), elles devaient montrer que les petits avaient de nombreux autres apprentissages à faire. La possibilité d'entrer au C.P. à 5 ans ne fera qu'accroître les pressions et viendra fausser la pédagogie des maternelles bien plus gravement que les déclarations intempestives de Madame Lesur. Nous sommes très loin de l'apprentissage sans bousculade que nous réclamons et jamais sans doute l'anxiété n'aura été si grande de lire coûte que coûte dans les plus brefs délais. Inutile de souligner que la sélection par l'âge qui se fera dès cinq ans sera avant tout sociale. Ce n'est certainement pas l'abaissement des effectifs tel qu'il est prévu qui permettra à l'école maternelle de donner leurs chances aux enfants des milieux populaires.

Un premier cycle à une seule voie

Plus personne n'ose défendre les filières qui se sont révélées comme des ghettos. Le projet les supprime, il n'existera plus qu'une voie unique : un progrès, dira-t-on. Les compagnies de chemins de fer ont découvert depuis bien longtemps qu'on pouvait faire circuler sur une même voie des express internationaux, des omnibus et des trains de marchandises. Il ne suffit pas d'instituer un réseau unique menant, selon les clients, à la loi Royer ou à l'E.N.A. Il ne suffit pas de tirer un trait sur les classes de transition si l'on n'a pas trouvé de solution aux problèmes qui avaient provoqué leur création. Rappelons-le, si les classes de transition n'ont jamais pu réinsérer une proportion significative de leurs élèves de la circonférence dit normal, cela tient d'une part à leurs conditions de travail, de recrutement, à l'insuffisance de formation des maîtres, d'autre part et surtout au fait que, même remis sur pied, ces enfants étaient confrontés avec le même système pédagogique qui avait provoqué leurs échecs antérieurs. Aucune politique du rattrapage ne sera conséquente aussi longtemps qu'on ne voudra pas remettre en cause la pédagogie dite « normale », tant qu'on se contentera de naviguer au hasard entre un programme allégé, fatalement déprécié par rapport à l'autre, et un programme renforcé qui risque tout au plus de renforcer les allergies.

Un bac optionnel en deux parties

On retrouve le même problème au niveau des options. Dans la rigidité du système actuel, un tronçon commun est fatalement monolithique et les options, strictement encadrées, reconstituent inmanquablement des filières et une hiérarchie. Le futur bac ne fait que revenir avec plus d'hypocrisie aux dispositions du projet Fontanet : un filtrage plus serré des entrées à l'Université. Il suscitera vraisemblablement les mêmes oppositions malgré les tentatives de désamorcer les explosions par un simulacre de consultation. En dépit des éternelles promesses de revaloriser l'enseignement technique, le seul changement notable est la mainmise grandissante du patronat sur la formation professionnelle.

Le refus des trompe-l'œil

Quelles que soient les déclarations d'intention qui ont l'habileté de reprendre certaines propositions positives, le projet Haby qu'il faut juger sur ses réalités et ses moyens, ne peut rencontrer que notre opposition mais il faut que ceux qui comme nous le condamneront, comprennent bien le sens de notre opposition : ce qui importe n'est pas pour nous de démontrer à quel point il sera une aggravation de la situation actuelle, nous ne nous battons pas pour des formes déguisées du statu quo. Le système traditionnel n'a de choix qu'entre l'élitisme et le nivellement, nous refusons ses faux dilemmes.

Le refus de l'immobilisme

Il faut le répéter nettement car nous voyons trop souvent critiquer ce qui risque d'être selon les normes d'un présent indéfendable et les tactiques de défense pointilliste resteront dérisoires si elles ne s'appuient sur une stratégie du changement.

Que le cours magistral en rondelles soit d'une heure ou de quarante-cinq minutes est un problème relativement mineur si l'on refuse de situer la lutte au niveau de la pédagogie globale, centrée non pas sur un programme à faire ingurgiter bon gré mal gré, mais sur l'évolution d'un groupe d'élèves soutenus par une réelle équipe de professeurs qui ne se comportent pas comme des commis-voyageurs de leur spécialité mais comme des éducateurs.

Que les modalités du bac soient telles ou telles importe moins à nos yeux qu'une reconsidération générale du contrôle, moins que l'instauration, tout au long de la scolarité, d'unités de valeur multiples et souples qui ne viseraient pas à sélectionner par bachotage mais à enregistrer les niveaux d'acquisition et d'aptitude dans les domaines les plus divers.

Une autre formation

Et aucune velléité de réforme ne sera viable si elle ne s'appuie d'abord sur une autre formation des maîtres et il est révélateur que le projet Haby soit si discret dans ce domaine. Car il ne suffit pas de changer une fois de plus les étiquettes pour transmuter un enseignant ou un chef d'établissement. On ne peut espérer aucun changement profond tant qu'on ne changera rien d'essentiel à la formation, c'est-à-dire pas seulement son contenu, sa durée, mais son style, tant que les futurs enseignants garderont un statut d'élèves ingurgitant, tranche après tranche, le savoir et la pédagogie, sans avoir à prendre collectivement en charge leur formation. C'est seulement dans la mesure où l'on cessera d'appliquer aux enseignants les schémas traditionnels de la reproduction qu'on pourra attendre d'eux un changement d'attitude qui les mettra en prise avec les jeunes dont ils ont la charge.

Comme on pouvait s'y attendre, le régime n'a à nous offrir qu'une parodie de réforme. A tous ceux qui croient à une alternative, de proposer ensemble la grande réforme éducative à la mesure des aspirations des jeunes et des besoins de notre temps. Nous sommes prêts à y travailler.

I.C.E.M.

L'Éducateur, 15 décembre 1945 :

«... Méfiez-vous du verbiage de pédagogie nouvelle ; sachez bien qu'aucune formule intellectuelle ou sentimentale ne vous apportera la clef définitive du problème qui vous préoccupe.

L'essentiel est de savoir où l'on va, de déceler avec sûreté les forces essentielles et permanentes que nous devons mobiliser, et de mettre au point, patiemment, méthodiquement, coopérativement, les outils de travail qui nous permettront les belles moissons humaines.

Et vous direz aussi aux administrateurs, aux gouvernants, aux élus que cette éducation ne saurait échapper à la règle générale de la vie, que contrairement à ce qu'on a trop feint de croire, la formation des jeunes générations n'est pas seulement une affaire de pensée et de salive, mais aussi, mais surtout, une affaire de crédits pour que nos enfants puissent se préparer, non plus dans la serre froide et vide de la scolastique, mais à même la vie, aux techniques de vie qu'ils devront demain maîtriser et dominer.»

C. FREINET